Jacques Claessens

« Qui a dit que nous avions besoin de vous ? »

Récits de coopération internationale

préface de Normand Baillargeon

écosociété

Extrait de la publication

Extrait de la publication

« QUI A DIT QUE NOUS AVIONS BESOIN DE VOUS ? »

Extrait de la publication

Jacques Claessens

« QUI A DIT QUE NOUS AVIONS BESOIN DE VOUS ? »

Récits de coopération internationale

LES ÉDITIONS écosociété MONTRÉAL

Extrait de la publication

Coordination de la production : Barbara Caretta-Debays
Photographie de la couverture : Raymond Depardon/Magnum Photos
Typographie et mise en pages : Yolande Martel

© Les Éditions Écosociété 2013

Dépôt légal : 3e trimestre 2013

Les données de catalogage avant publication sont disponibles à Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

ISBN PAPIER 978-2-89719-079-8
ISBN PDF 978-2-89719-080-4
ISBN e-PUB 978-2-89719-081-1

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition. Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC) et la SODEC pour son soutien financier.

Table des matières

Avant-propos d'Eugene Boelens 8

Préface de Normand Baillargeon 9

Prologue. 15

Au Sahel burkinabé 19

Un pays en pleine construction (1983). 19
Une mission de préformulation (janvier 1984). 29
Une mission de formulation (juin 1984) 60
Une mission technique (juin 1985). 74
Une mission d'évaluation (octobre 1987). 130
Trois ans plus tard... 167

Les forêts du Sud burkinabé. 177

Quinze ans plus tard 202

Monsieur B 202
Ouaga, de nouveau 209
En route pour l'Oudalan 222

L'eldorado minier. 241

Épilogue
I had a dream... . . . . . *254*

Liste des principaux acronymes 257

Bibliographie 259

Extrait de la publication

NOTE DE L'ÉDITEUR

Jacques Claessens souhaitait publier ce livre aux Éditions Écosociété en raison de l'« affaire *Noir Canada* », le livre de Delphine Abadie, Alain Deneault et Willam Sacher paru en 2008 qui dénonçait les agissements des compagnies minières, pétrolières et pharmaceutiques canadiennes en Afrique et qui nous a valu, à la maison d'édition et aux auteurs, des poursuites judiciaires totalisant 11 millions de dollars.

Fort malheureusement, Jacques Claessens est décédé subitement juste avant qu'on lui annonce que son manuscrit avait été accepté pour publication. Dans les circonstances, le travail éditorial qui s'en est suivi a été effectué en collaboration avec Constance Fréchette, sa compagne de vie et de pensée.

Ce livre n'est pas une enquête journalistique à proprement parler, mais un témoignage pouvant s'apparenter à ce qu'on appelle en cinéma le « docufiction », en ce sens que l'auteur y relate des événements qui se sont réellement passés, mais qu'il a pu y introduire des éléments fictionnels afin d'en renforcer la représentation. Dans cet esprit, la plupart des noms des personnages mis en scène dans ces récits ont été changés.

Ce livre a été écrit pour vous
qui partez ou revenez
de séjours en coopération internationale.
Ainsi que pour les décideurs de vos mandats.

L'auteur est un homme de terrain.
Les questions qu'il pose ne sont pas théoriques
Elles se sont inscrites progressivement en lui
comme des aiguillons de conscience.

Le développement, disait-il, « c'est dans les personnes ! »
Cette attitude lui a permis,
à chacune de ses « missions »,
et malgré les systèmes qu'il dénonce,
d'aller, confiant, rencontrer l'autre.

Constance Fréchette,
sa femme

Extrait de la publication

Avant-propos

C'est en 1988, au siège du PNUD à New York, que j'ai rencontré pour la première fois Jacques Claessens, consultant indépendant en matière de développement rural. J'ai été frappé par sa capacité d'analyser le contexte social et économique des régions touchées par les projets que nous lui demandions d'évaluer. Au cours de ses missions, il avait à cœur d'améliorer le quotidien des populations bénéficiaires et révélait sans complaisance – et parfois même avec humour ! – les combines que des « experts » étrangers et nationaux montaient pour satisfaire leurs intérêts personnels. Il va sans dire que sa démarche n'était pas appréciée par les principaux concernés, mais elle permettait aux institutions de rectifier le tir au besoin. Cet homme engagé était pour moi un véritable stimulant dans ma vie professionnelle.

Beaucoup de choses ont été écrites sur les programmes de développement soutenus par les Nations unies, notamment le fait qu'ils sont conçus sur le modèle occidental. Le livre de Jacques Claessens permet d'ouvrir une fenêtre sur ce qui se passe réellement sur le terrain.

Eugene Boelens

De 1988 à 1996, responsable
de la conception, de la mise en œuvre
et de l'évaluation des programmes de développement
pour les pays de l'Afrique de l'Ouest du PNUD

Préface

L'abîme

J'aime ce livre pour plusieurs raisons, mais je voudrais ici vous en donner trois.

La première, et je dois d'emblée vous en avertir, est que ce livre vous propose de contempler un abîme, ce qui n'est pas une tâche facile : dès lors qu'on y consent, sa vision provoque le vertige, en plus de susciter d'innombrables et bien dérangeantes questions. C'est sans doute pourquoi peu de gens acceptent de faire l'exercice, certains allant même jusqu'à nier l'existence de cet abîme. Oserez-vous regarder ?

Votre guide, Jacques Claessens, le connaît bien, lui, ce singulier abîme, et pour peu que vous le suiviez, il vous le fera voir. Lui-même l'a contemplé à de nombreuses reprises durant toutes ces années où il a été consultant en coopération internationale, notamment en Afrique où il a effectué un très grand nombre de missions. Comme à plusieurs autres, l'abîme lui est parfois apparu d'un coup, sans prévenir. Mais il l'a vu aussi parce qu'il a sciemment voulu le voir, pour le contempler en face et méditer les terribles questions qu'il nous pose.

C'est du Burkina Faso que nous observerons ce terrible gouffre. Le nom de ce pays, autrefois appelé la Haute-Volta, a été changé en 1984 et il signifie le « pays des hommes intègres ». Notre guide en est un. C'est la première condition nécessaire pour apercevoir l'abîme. La seconde est d'aimer l'Afrique et Jacques Claessens la remplit à chacune des pages de ce livre.

Extrait de la publication

L'auteur effectue trois missions dont les récits structurent l'ouvrage. La première se déroule au Sahel burkinabé et le projet qu'il doit examiner concerne la gestion de l'eau : il y est question de sécheresse, des tribus qui habitent depuis toujours ces territoires arides et, bien entendu, de tou.te.s ces coopérant.e.s qui se succèdent et qui, pour la plupart, voudraient les aider, ces nomades et leurs troupeaux.

La deuxième mission se rapporte à un projet de gestion de la forêt assez exemplaire. Ce dernier touche ceux et celles qui l'habitent, ceux et celles qui y passent, qui y ramassent du bois ou qui voudraient en couper sans retenue et, cette fois encore, les coopérant.e.s qui voudraient les aider et qui, sur place ou depuis l'étranger, étudient, planifient, calculent et prennent des décisions.

La troisième mission est effectuée aux frais de Jacques Claessens lui-même, car il veut savoir ce que les projets qu'il a évalués quelques années auparavant sont devenus. Et il l'apprend. Le premier projet sera, pour l'essentiel, un échec retentissant. Le deuxième projet, qui avait pourtant réuni toutes les conditions pour réussir, échouera lui aussi. Lors de ce voyage, Claessens découvre qu'une compagnie minière s'est installée au Sahel burkinabé et va constater sur place comment elle s'approprie ce territoire pour en extraire de l'or, une opération qui demande des quantités phénoménales d'une richesse si rare en ce lieu : l'eau.

L'abîme que Claessens nous donne à voir est celui qui se crée entre ceux et celles qui prodiguent l'aide internationale et ceux et celles qui la reçoivent. Il se creuse de mille et une manières et un des grands mérites de ce livre, beau et touchant, est de chercher à décrire cette réalité sans cynisme, sans acrimonie, sans désespérance, mais lucidement et le plus objectivement possible.

Qu'est-ce donc qui creuse cet abîme ? La bien connue « hommerie » y joue son rôle, comme on pouvait s'y attendre. Vous n'oublierez pas de sitôt certains des personnages que décrit Claessens, des Occidentaux hautains et imbus d'eux-mêmes, profiteurs souvent, flibustiers de la coopération internationale, ayant pour seul étendard celui de leur petite personne. Mais ils sont l'exception et les coopérant.e.s, typiquement généreux et soucieux d'aider, ne leur ressemblent en rien.

D'autres facteurs, plus profonds, plus sournois, plus troublants, jouent également un rôle : la distance culturelle, l'ethnocen-

Extrait de la publication

trisme, l'incompréhension mutuelle, les méprises, la bureaucratie et autres aveuglements qui font que chacun, en bout de piste, y trouve un avantage par lequel l'abîme se creuse encore davantage. Claessens écrit : « Au risque de caricaturer, disons que tout le monde joue le jeu : le Blanc peut y étaler jusqu'à plus soif son savoir et ses avoirs, et donc son pouvoir, tandis que le Noir le laisse faire, dans l'espoir de cueillir enfin quelques fruits de cet arbre rutilant nommé "richesse". Alors le Blanc s'engouffre dans la brèche par le biais des institutions internationales ou d'ententes bilatérales ; il invente des besoins, planifie, bouscule et construit, oubliant qu'il est un étranger dans un pays qui existe sans lui. Il s'étonne ensuite qu'il ne reste que du vent et accuse l'Afrique tout entière d'indolence et d'immobilisme. Et le Noir ? Il a de la vision lui aussi, mais au-delà des mots, dans des contextes de survie, celle-ci se limite souvent à la famille élargie, au clan, à la tribu et encore, toujours, aux ancêtres. C'est dans cette ambiguïté des rapports Nord-Sud que je me suis retrouvé. »

* * *

La deuxième raison qui m'attache à ce livre tient à la forme littéraire qu'a choisie l'auteur.

Il ne fait aucun doute que Jacques Claessens, fort de sa riche expérience, aurait parfaitement pu rédiger un essai au sens classique du terme, un texte savant, truffé de statistiques, de termes techniques, de concepts abstraits et de théories sur la coopération internationale. Il a plutôt choisi de nous proposer un récit à la première personne et c'est à mon sens un choix particulièrement judicieux.

Par le récit, nous croisons des gens, partageons leurs repas et leur quotidien, visitons des lieux, entendons des conversations, ressentons des émotions, aimons des personnes, apprenons l'histoire du pays et faisons connaissance avec certains de ses personnages marquants : en un mot, nous pénétrons dans un monde vécu, ce qui est le moyen le plus sûr et le plus naturel d'accéder à l'abîme. On peut demander à un économiste de nous expliquer ce qu'est l'argent : mais seul un romancier, un poète ou un conteur vous fera comprendre ce qu'est l'avarice. De longs traités sur le développement international vous en apprendront

beaucoup, mais un récit comme celui de Claessens reste un moyen privilégié, et peut-être même irremplaçable, de faire comprendre certaines réalités humaines complexes comme celles sur lesquelles il veut attirer notre attention.

Je suis aussi attaché à cette forme littéraire pour une raison plus personnelle, qu'on me permettra de dévoiler : j'ai passé sept années de mon enfance en Afrique, où mes parents ont été parmi les premiers coopérants envoyés par l'ACDI. Mon Afrique à moi, indélébile, est entre autres celle des légendes et des conteurs qui les perpétuent, cette Afrique dont on dit avec raison que quand un vieillard meurt, une bibliothèque est réduite en cendres. Je me revois avec mes camarades noirs et blancs écouter un de ces conteurs, émerveillés et ravis, puis repartir en tentant de répondre aux questions que son histoire nous posait. Et si Claessens s'est fait conteur, je soupçonne que c'est aussi pour nous amener à réfléchir aux questions que ses récits soulèvent, mais sans nous imposer de réponse assurée ou définitive.

* * *

Et nous arrivons de la sorte à la troisième raison qui me rend ce livre si cher et dont je voulais vous parler. Il s'agit cette fois des réponses que Claessens se risque à suggérer aux questions qu'il a soulevées. Sur le fond, ces dernières me semblent être les suivantes : l'aide internationale est-elle souhaitable ? Si oui, est-elle possible ? Et à quelles conditions ?

D'aucuns pourront penser que ce que nous appelons l'« aide internationale » est à ce point structurée par les rapports de force économique et politique entre le Nord et le Sud qu'elle est condamnée à les reproduire, en dépit de toute la bonne volonté des personnes œuvrant sur le terrain. La désolante histoire mettant en scène la minière canadienne IamGold semble en effet confirmer que l'aide internationale n'est trop souvent que la poursuite du colonialisme par de nouveaux moyens, que le vernis humanitaire cachant la véritable nature de cet impérialisme d'un nouveau genre.

Mais si on accepte un tel verdict, que faut-il en conclure ? Faudrait-il renoncer à toute forme d'aide internationale et œuvrer plutôt à une radicale transformation politique et écono-

mique du monde ? Se réfugier dans cette pureté idéologique, qui fait l'impasse sur des souffrances qu'il serait pourtant possible d'alléger et qui nous priverait de cette rencontre avec l'autre, n'est pas le choix de nombreux protagonistes. Claessens nous invite au contraire à se demander comment l'aide internationale peut être mieux pensée, mieux déployée. Les nombreuses pistes de réflexion qu'il ouvre méritent d'être sérieusement méditées. En voici quelques-unes, naïves peut-être, mais que j'avance avec l'excuse d'être un néophyte.

Il n'est guère étonnant que les grandes institutions de l'aide internationale aient les défauts propres à toutes les bureaucraties : que ce soit leur sclérosante lourdeur administrative ou leur tendance à vouloir assurer d'abord et avant leur propre croissance au détriment des fins pour lesquelles elles ont été créées. Mais ces défaillances ne sont pas irrémédiables : un sens de l'éthique et du courage chez les protagonistes du système ne pourraient-ils pas produire des effets bénéfiques ?

Et puis, comment se fait-il que des projets aussi importants et aussi coûteux ne fassent pas systématiquement l'objet de mission d'évaluation permettant de savoir si leurs objectifs ont été atteints et de garantir leur pérennité ? Mais il y a autre chose que Claessens suggère, quelque chose de plus profond et de plus important que tout cela : c'est le fait qu'il y a trop peu de véritable « co-opération ». Et ce mot est sans doute celui qui résume le mieux la pensée lucide, généreuse et humaniste de Claessens. Il désigne une action réellement concertée, où chaque individu est attentif à l'autre, où l'on prend le temps de comprendre et d'être compris. Une action qui tient compte du fait que des gens en survie depuis des millénaires n'ont pas à changer de mode de vie pour des promesses de Blancs qui vont bientôt repartir. Claessens suggère en somme cette longue et amoureuse patience que nous avons peut-être déjà eue, mais il n'est pas certain que nous l'ayons encore.

Mais, sur ce sujet, je préfère laisser la parole l'auteur qui écrit, dans un passage-clé consacré à l'échec du projet forestier qui avait pourtant tout pour réussir : « On peut ici enfin utiliser un terme galvaudé tant il est utilisé à mauvais escient : on peut enfin parler de "coopération internationale" et non pas d'opérations quasi unilatérales inventées par des organisations dites

Extrait de la publication

de développement, étrangère au pays et, *a fortiori*, à la région touchée. Laissez-moi vous expliquer brièvement ce qui nous permet de parler ici de “coopération”. Il faut avoir vu les chefs de village reprendre leurs droits coutumiers et ancestraux tout en assumant les responsabilités qui viennent avec. Il faut avoir vu les villageois se plier aux nombreuses exigences du projet parce qu’ils ont compris qu’il y va d’une richesse qui leur appartient et qui peut durer. Il faut avoir discuté avec les transporteurs pour comprendre les enjeux financiers de la production et de la vente de 50 000 m^3 de bois de chauffe qu’il faut transporter à Ouagadougou et qu’on veut faire augmenter dans quelques années à 90 000 m^3. Pour aller jusqu’à dire de ce projet qu’il s’agit de véritable “coopération internationale” – une denrée tellement rare –, il faut avoir vu monsieur Flandez, le Chilien, travailler de concert avec monsieur Ouedraogo, le Burkinabé, tous deux ingénieurs forestiers, tous deux chercheurs dans leurs universités respectives, chacun mettant au profit de ce projet leurs savoirs et leurs aspirations. »

S’il est possible de combler l’abîme que Claessens nous invite à regarder en face, c’est par ce long, patient et généreux travail de coopération que cela se fera. Cette proposition est modeste. Elle exige du temps et ne garantit pas le succès. Mais elle pourrait bien être la seule voie que nous pouvons emprunter si nous ne voulons pas déboucher sur de nouvelles et cruelles impasses.

Tel était du moins l’avis d’un homme intègre, qui était aussi un conteur.

NORMAND BAILLARGEON
Saint-Antoine-sur-Richelieu
3 et 4 août 2013

Extrait de la publication

Prologue

Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York en 1984, le jeune président du Burkina Faso, Thomas Sankara, disait « encourager l'aide qui aide l'Afrique à se passer de l'aide ». À ses yeux, la politique d'assistance aux pays du Sud contribuait à les désorganiser, à les asservir et à les déresponsabiliser dans leur propre espace économique, politique et culturel. Il disait « refuser l'état de survie, diminuer les pressions extérieures et ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir[1]. »

Sankara était convaincu que « tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable par l'homme » et il voulait que ses semblables bondissent vers l'horizon. Il ne pensait pas que l'homme pouvait aussi décider d'étouffer définitivement, par l'assassinat, l'imagination de celui qui lui en demandait trop[2]…

* * *

Le Burkina Faso signifie littéralement le « pays des hommes intègres ». À l'échelle de l'Afrique, c'est un petit pays : sa superficie est un peu plus grande que celle de la Tunisie et un peu plus

1. Senne Andriamirado, *Il s'appelait Sankara. Chronique d'une mort violente*, Paris, Éditions Jeune Afrique Livres, 1989, p. 176.
2. *Ibid.*, p. 158-162.

Extrait de la publication

de la moitié de celle de la France. Au regard de l'étranger et pour la paperasse administrative comme l'état civil ou le passeport, le Burkinabé fait partie d'un pays, mais dans la « vraie » vie, celle du quotidien, des ententes, des palabres, celle qui entoure la naissance et la mort, il est avant tout et fondamentalement le membre d'une famille, d'un clan, d'une ethnie. Au-delà d'une citoyenneté burkinabée, toute récente d'ailleurs, prévalent donc le Mossi, le Gourmanché, le Bobo, le Peul, le Touareg, chacun faisant partie d'un vaste puzzle comprenant près de 60 ethnies possédant chacune sa propre langue.

En termes d'indicateurs tels le PIB, le revenu moyen, le niveau de scolarité, le taux de VIH ou de mortalité, le Burkina Faso compte parmi les pays les plus pauvres d'Afrique. Mais vu de l'intérieur, sa population dispose d'une nourriture saine et mange à sa faim. On y mange autrement qu'en Occident, certes, mais c'est là comparer des choses incomparables. Si les comptes d'épargne existent peu, en revanche, toute la structure familiale et sociale n'est qu'une vaste toile de protection contre les imprévus de la vie. Alors peut-on parler de pauvreté au Burkina ? Oui, parce que l'accès à l'eau potable est limité dans les villes et inexistant dans les campagnes. Parce que les soins élémentaires de santé à l'occidentale sont inaccessibles dans les campagnes et quasi inabordables dans les villes.

Oubliant une partie de sa fierté nationale, le Burkina Faso s'inscrit donc dans la cohorte des pays bénéficiaires de l'aide internationale. C'est dans cet espace que se rencontrent le Nord et le Sud, le Blanc et le Noir, le nanti et le pauvre, l'obole et la main tendue, ranimant la mémoire d'une longue histoire de colonisation et d'un rêve d'indépendance qui a été réalisé, mais qui s'est transformé en un nouvel ordre, celui d'une dépendance qu'on décrie et qu'on cultive tout à la fois.

Au risque de caricaturer, disons que tout le monde joue le jeu : le Blanc peut y étaler jusqu'à plus soif son savoir et ses avoirs, et donc son pouvoir, tandis que le Noir le laisse faire, dans l'espoir de cueillir enfin quelques fruits de cet arbre rutilant nommé « richesse ». Alors le Blanc s'engouffre dans la brèche par le biais des institutions internationales ou d'ententes bilatérales ; il invente des besoins, planifie, bouscule et construit, oubliant qu'il est un étranger dans un pays qui existe sans lui. Il s'étonne

ensuite qu'il ne reste que du vent et accuse l'Afrique tout entière d'indolence et d'immobilisme. Et le Noir ? Il a de la vision lui aussi, mais au-delà des mots, dans des contextes de survie, celle-ci se limite souvent à la famille élargie, au clan, à la tribu et encore, toujours, aux ancêtres.

C'est dans cette ambiguïté des rapports Nord-Sud que je me suis retrouvé, moi, Blanc de l'Amérique du Nord, mandaté par les Nations unies pour évaluer des projets de développement au Burkina Faso : où allait l'argent ? Qui décidait de quoi ? Que fallait-il faire pour que ces investissements aient quelque chance de laisser des traces durables ? Je suis retourné dans ce pays 15 ans plus tard à titre personnel : restait-il effectivement quelque chose de ces projets de développement ?

Ce livre raconte l'histoire de trois études de cas et de leur impact sur le « développement ». Le récit, sans être une autobiographie, met en scène l'auteur de ces lignes et propose une réflexion. Il n'apporte pas une démonstration complète et irréfutable, mais suggère plutôt une intuition réfléchie. Les événements qu'il relate se sont réellement passés, même si les noms des personnes qu'il met en scène ont été changés et certains aspects du récit ont été remis en contexte, voire présumés. Bref, c'est le domaine de la pensée libre et vagabonde[3]…

* * *

Le premier des trois projets de développement à l'étude se déroule de 1983 à 1990, soit pendant les années turbulentes et tragiques d'un pays en train de se construire. C'est un projet financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui se tient dans la boucle du Niger, dans la partie nord du Burkina, plus précisément dans l'Oudalan, une des trois provinces du Sahel burkinabé au sud du Sahara.

Parler de l'Oudalan, c'est parler des nomades qui y vivent. Et ce que les sédentaires savent de ces nomades se résume à peu près à ceci : ils existent, mais on ne se marie pas avec eux. Parler de l'Oudalan, où le thermomètre grimpe, de mars à septembre,

3. Marc Lits, *L'Essai, Textes et Vade-mecum du professeur de français*, Bruxelles, Didier-Hatier, 1994.

Extrait de la publication

jusqu'à 50 °C à l'ombre, c'est aussi parler de chaleur, de sécheresse, de survie des troupeaux, de faim, de soif, bref de la misère qui sévit pendant plusieurs mois de l'année. Mais c'est aussi parler de l'harmonie sans cesse négociée entre tous les clans, quand familles et troupeaux doivent se partager les quelques pâturages et les rares points d'eau existants. Dans ce contexte extrême, comment justifier une intervention étrangère ? Au nom de quoi ?

Le deuxième projet se passe de 1988 à 1992. Il a pour cadre les forêts du Sud burkinabé. Ici, on est loin du Sahel ! Et qui dit forêts dit ressources naturelles et donc, richesse.

À Ouagadougou, les habitants mangent chaud chaque soir grâce au pétrole, un combustible rare et cher, mais surtout grâce au bois de chauffe. Or, avec l'accroissement de la population, le cercle de déforestation autour de la capitale s'agrandit sans cesse : le bois qu'on coupait autrefois dans la brousse d'à côté ne se trouve désormais qu'à 150 kilomètres plus loin, dans les forêts du Sud. Ce sont de lourds fardiers qui approvisionnent la capitale de ce bois de chauffe vendu à fort prix par les distributeurs.

Un projet visant à protéger ces forêts a donc été mis sur pied. Ce programme permettait à tous les protagonistes (villageois, forestiers, transporteurs et commerçants) de bénéficier d'une ressource mieux gérée. Mais bien que tous les ingrédients d'un vrai projet de coopération et de développement étaient réunis, ce dernier s'est tout de même écroulé. Pourquoi ? Qu'est-il arrivé ?

Le troisième est celui de la société minière canadienne IamGold, qui s'est installée en 2008 dans les sables du Sahel pour y extraire de l'or. Deux mondes se côtoient dans le cadre de ce projet : celui de l'organisation et de la force aveugle, celui des pompes, des extracteurs, des broyeurs, des terrils, des dortoirs face à celui de l'âne et du chameau, de la margelle et du gourbi. Des populations ont été expropriées, des masses d'eau ont été accaparées dans cette région qui en compte si peu, des sols ont été contaminés de façon durable en contrepartie de retombées économiques importantes pour ce pays pauvre. Le développement est-il un miroir aux alouettes ?

Extrait de la publication

Saliou était là, les femmes ont fait de la culture de contre-saison. Une fois que le VNU nigérien est parti, elles ont abandonné l'expérience même si c'était rentable, car cette initiative venait de l'extérieur. Contrairement au Blanc, le Noir dépend de son milieu, de sa famille, de son clan, de son ethnie. Et ces derniers sont 100, sont 1 000 à faire pression sur le récalcitrant pour le *statu quo* !

« Tant que le Blanc est là, avec son prestige, ses projets, ses véhicules, son argent, son pouvoir, le milieu ne peut pas grand-chose… Mais lorsque le Blanc part, même si le projet continue un temps sur sa lancée, la force d'inertie l'emporte, car elle est bien plus forte et bien plus ancrée dans les mentalités. Et tout rentre dans l'ordre. Ceux qui ont cru aux projets du Blanc se font dire : tu es devenu un Noir-Blanc et c'est dommage ! »

« Comme ça, tous ces efforts, tout cet argent, vous nous dites que c'est inutile ? »

« C'est en tous les cas mal parti. Comment faire mieux les choses ? Je ne sais pas. Vous, vous êtes centrés sur l'efficacité, le résultat, l'avenir, le devenir et nous, nous sommes centrés sur le passé, la stabilité des choses, nos racines, nos ancêtres, nos enfants, la famille, le clan, l'ethnie… » Puis, se retournant vers moi : « Mais parlez-moi d'Essakane. »

« Vous devriez voir, c'est très grand, presque aussi grand que Dori. Comme vous dites, c'est une affaire de Blancs… Mais c'est encore en construction et on ne peut pas en dire grand-chose. Je me demande cependant ce qui va arriver avec l'eau. Ils disent qu'ils auront terminé l'extraction de l'or dans 10 ans. Après leur départ, je me demande s'il restera de l'eau dans la région et je me demande si les nappes phréatiques asséchées arriveront encore à se reconstituer. Pour ce qui est des populations relocalisées, ça m'étonnerait qu'elles s'installent pour de bon dans le village qu'elles occupent. Elles savent comme vous et moi que la mine compte cesser ses activités dans une dizaine d'années. Elles travaillent maintenant dans un énorme potager qui est devenu leur seule source de revenus, mais une fois la mine fermée, ce potager servira à qui ? Si je reviens dans quelques années, il me faudra aller constater de mes propres yeux ce qui reste de la rivière Garoual et aussi de ce fameux potager ! »

« Si vous revenez, vous viendrez me voir, n'est-ce pas ? »

Extrait de la publication

Épilogue

I had a dream…

Sur le vol de retour, entre Ouagadougou et Paris, je suis assis à côté d'un certain Mahmadou Nebie. C'est un homme agréable qui devait être au début de la trentaine. Nous conversons, moi, de mes missions au Burkina, et lui, de ses expériences professionnelles. Elles sont étonnantes, d'ailleurs.

« Je suis originaire de Tiébélé, un petit village situé au sud de Ouaga, près de la frontière avec le Ghana. Mon père était un cultivateur, mais il est devenu député en 1983, quand Sankara a pris le pouvoir. Vous savez ce qui est arrivé à Sankara en 1987, n'est-ce pas ? Après sa disparition, le nouveau gouvernement a jeté mon père en prison, comme plusieurs autres. Deux ans plus tard, il a été libéré et est devenu ministre des Postes et des Transports. C'est à ce titre qu'en 1989, il a réussi à nous envoyer, mon cousin et moi, à l'Université de Kenkoku, à Haerbin, en Mandchourie, pour y parfaire nos études. La vie était difficile là-bas. Il faisait si froid et les gens ne nous aimaient pas parce que nous étions Noirs et qu'ils n'avaient jamais vu de Noirs dans leur vie. Après trois ans, j'ai eu mon diplôme de maîtrise en agroalimentaire avec la mention "excellent". Mon sujet de mémoire m'avait été imposé, un sujet bien chinois d'ailleurs : "Les chiens de boucherie et leur valeur nutritive".

« À mon retour au Burkina, des gens du PNUD de Ouaga m'ont convoqué pour un entretien. Sachant que j'étais allé en

Extrait de la publication

Faites circuler nos livres.

Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir ; il nous fera plaisir de les communiquer aux auteurEs et à notre comité éditorial.

Les Éditions Écosociété
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5

Courriel : ecosociete@ecosociete.org
Toile : www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

EN AMÉRIQUE

Diffusion Dimedia inc.
539, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2
Téléphone : (514) 336-3941
Télécopieur : (514) 331-3916
Courriel : general@dimedia.qc.ca

EN FRANCE et EN BELGIQUE

DG Diffusion
ZI de Bogues
31750 Escalquens
Téléphone : 05 61 00 09 99
Télécopieur : 05 61 00 23 12
Courriel : dg@dgdiffusion.com

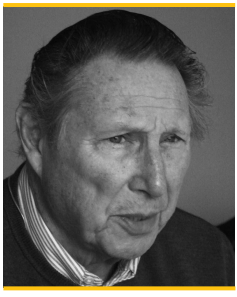
EN SUISSE

Servidis S.A
Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Téléphone et télécopieur : 022 960 95 25
Courriel : commandes@servidis.ch

« Mais qui vous a dit que ces populations avaient besoin de vous ? » Cette question, posée par un homme du nord du Burkina Faso, révèle toute la complexité que peuvent revêtir les projets d'aide internationale pilotés par les grandes institutions internationales et les ONG. Car qui sommes-nous pour penser intervenir dans les pays du Sud ? Tenons-nous vraiment compte de la réalité des populations locales ? Comment s'assurer de leur coopération pour réaliser des projets qui soient durables ?

Avec un sens hors pair du récit, Jacques Claessens, qui a parcouru l'Afrique pendant une trentaine d'années, relate les aventures entourant des missions d'évaluation qu'il a menées au Burkina Faso entre les années 1980 et 2010 pour le compte du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). De la gestion des troupeaux des Touaregs du Sahel à l'aménagement des forêts du Sud, en passant par l'exploitation d'une mine d'or par une compagnie canadienne se présentant comme « socialement responsable », le consultant en coopération internationale confronte une à une les prétentions de ces « développeurs ».

Dans une chronique qui mêle habilement analyse du système de l'aide internationale et récit de vie des coopérants en Afrique, Jacques Claessens raconte les espoirs et les déceptions, les réussites et les erreurs des gens qu'il a croisés sur sa route, mais aussi les jeux de coulisses dans les institutions, le racisme ordinaire, la violence politicienne… En refermant cet ouvrage, une question s'impose : le développement n'est-il qu'un miroir aux alouettes ?



Après avoir travaillé en Afrique, **Jacques Claessens** s'est établi au Canada, où il a oeuvré dans le domaine social et international. Ayant fondé son propre bureau-conseil, il a réalisé des missions pour le compte d'organisations d'aide au développement pendant une vingtaine d'années. L'auteur, décédé subitement en 2012, a passé les dernières années de sa vie à écrire sur ses expériences en Afrique.

©PHOTO : RAYMOND DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

Extrait de la publication